



En quête de demain

Ecologie

IV

Un projet pour de l'écorénovation

Initiative

VII

La sauvegarde des lacs vosgiens se concrétise

Education

VIII

Dans cinq ans notre lycée aura une gestion optimisée de l'eau



un programme
Sparknews



soutenu par





DÉCLARATIF

Notre maison brûle... quelles solutions dans nos territoires ?

Inondations, canicules, pénuries d'eau, épuisement des ressources, artificialisation des sols, effondrement de la biodiversité etc. Les défis écologiques interrogent et appellent à radicalement repenser notre façon d'habiter et de concevoir notre environnement pour limiter notre impact et faire face aux changements. Comment transformer nos façons de vivre et aménager nos territoires tout en permettant à chacune et chacun de se loger, d'accéder aux services, de se déplacer, de travailler, de se divertir sans injonctions contradictoires ?

De la construction à l'urbanisme, de la mobilité à notre façon de produire, de l'agriculture à l'énergie, de notre confort à notre lien à la nature, de l'aspiration individuelle au besoin collectif... La tâche peut paraître titanesque, tant nos modes de vie actuels semblent immuables, enracinés jusque dans nos imaginaires.

Quid du rêve de la maison individuelle avec son carré de jardin, de la voiture et des infrastructures routières qui rendent ce rêve possible, des grands centres commerciaux où l'on peut tout trouver d'ici et surtout d'ailleurs, tout de suite et maintenant ?

D'autres modèles sont pourtant possibles. Ils se développent au quotidien sur nos territoires. Des modèles qui prennent en compte les risques climatiques, les besoins de décarbonation ou de sobriété foncière, et la préservation de la biodiversité. Des modèles qui portent aussi l'espoir de poser les fondations d'une société plus juste, plus solidaire et plus désirable. Car en habitant l'espace, en façonnant notre environnement, nous ne décidons pas que notre cadre de vie, nous définissons aussi notre façon de faire société.

C'est pourquoi, en cette Journée internationale de l'environnement, **jhm quotidien** s'associe à Sparknews et 51 autres titres de la presse quotidienne régionale pour, ensemble, explorer les initiatives qui repensent déjà nos territoires, réinventent nos lieux de vie, réorganisent nos activités au plus près de chez nous. Pour, ensemble, donner à voir et permettre d'envisager d'autres façons d'habiter demain.

« Trouver l'équilibre pour faire cohabiter nature et citadins »

Paysagiste à la tête de l'agence Osty et associés, Jacqueline Osty a conçu de nombreux parcs. Elle est lauréate du Grand prix national du paysage en 2005 et 2018, et du Grand prix de l'urbanisme en 2020. Elle repense l'accès à la nature en ville et crée des environnements urbains plus sains et écologiques : sols vivants, zéro arrosage, pas de produits phytosanitaires...

En quête de demain : En tant que paysagiste, quel regard portez-vous sur l'évolution du développement urbain de ces 40 dernières années ?

Jacqueline Osty : À mes débuts dans les années 1970-1980, les architectes concevaient les fameuses "villes nouvelles" autour de Paris, et après, ils nous appelaient, nous paysagistes, pour aménager les espaces restants. Mais aujourd'hui, la question du paysage se pose en amont. C'est un changement significatif. La notion d'espace public a elle-même beaucoup évolué : auparavant, on tournait le dos aux éléments naturels voire on s'en protégeait, en construisant des routes sur les rivières. Aujourd'hui, cette nature est vue comme une richesse et mise en valeur. Une rivière, c'est une pépite désormais pour une ville ! L'espace public n'est plus seulement pensé comme fonctionnel ou marchand ; on attend de lui qu'il apporte aussi un certain bien-être.

EQDD : Notre rapport à la nature a-t-il aussi changé ?

J. O. : Absolument. Longtemps, la nature est restée en dehors des villes, notamment parce qu'on la craignait. Les plantes étaient vues comme des mauvaises herbes, les forêts et les marais comme maléfiques. Mais depuis la prise de conscience que la planète est en danger, on observe un retour de la nature en ville et des politiques de reverdissement des centres urbains. Avec le Covid, avec le changement climatique, le besoin de nature en ville, source de confort et d'apaisement, se fait en outre de plus en plus pressant. Les lieux naturels et la biodiversité qu'ils abritent sont enfin considérés comme attractifs et vus avec un regard bienveillant.

EQDD : Quels sont les nouveaux défis à relever dans l'aménagement des paysages urbains en raison du réchauffement climatique ?

J. O. : On ne peut plus aménager, tracer, planter sans la conscience des dangers qui menacent les territoires et sans être économe de leurs ressources. Le choix des essences, la gestion de l'eau, les continuités biologiques : tous ces impératifs de l'écologie sont désormais pris en compte le plus possible dans chaque projet. L'objectif ZAN



Jacqueline Osty a conçu de nombreux parcs et jardins (Amiens, Lyon, Nantes...).

(Zéro artificialisation nette) nous oblige par ailleurs à densifier la ville sur elle-même. Mon métier consiste à anticiper l'avenir de la ville compte tenu des nouveaux enjeux. Cela implique de préparer un socle vivant susceptible d'accueillir à la fois la végétation et la ville de manière pérenne. C'est un travail invisible mais nécessaire et vertueux.

EQDD : Justement, comment faire cohabiter la nature et les citadins sur un même territoire ?

J. O. : Il faut trouver le juste milieu, l'équilibre afin de concilier les différents usages et limiter les possibles conflits. Les gens ont besoin d'échanger, de circuler, de créer du lien ; certains lieux naturels ont besoin de calme et ne peuvent être piétinés. De même, les humains ont besoin d'un éclairage nocturne pour leur sécurité mais la faune

a besoin de trames noires. Il ne s'agit pas de tartiner du vert partout, mais d'opérer les bons choix en amont pour créer des espaces naturels en ville qui soient beaux, durables, adaptés à l'âme des lieux, et qui jouent un vrai rôle au service des habitants.

EQDD : Vous avez conçu des projets très variés (le parc zoologique de Vincennes, les boulevards du centre de Chartres, l'écoquartier de Rouen). Quelles sont les conditions nécessaires pour la réussite de tels projets ?

J. O. : Il faut avant tout une volonté politique forte, afin de faire atterrir dans le sol les grands discours. Je suis confiante car un nombre croissant de maires ont désormais conscience qu'ils n'ont plus le choix, qu'ils doivent repenser leur ville pour la rendre plus résiliente face aux bouleverse-

ments sociaux, économiques, climatiques et culturels actuels. Mais cela prendra du temps.

EQDD : La question de l'aménagement des zones d'activités en périphérie des villes est notamment cruciale. Pensez-vous que l'on puisse y recréer du lien à la nature ?

J. O. : C'est complexe mais c'est possible ! Pour renaturer ces espaces bitumés et y ramener du beau et du vivant, il faut d'abord retrouver leurs qualités intrinsèques (relief, eau, sol), qui ont été trop longtemps niées. Il n'y a pas de recette unique : c'est le territoire et son héritage géographique, social et culturel qui nous donnent les clés de sa transformation. En réalité, c'est là encore du bon sens.

Quand la solution est dans la nature



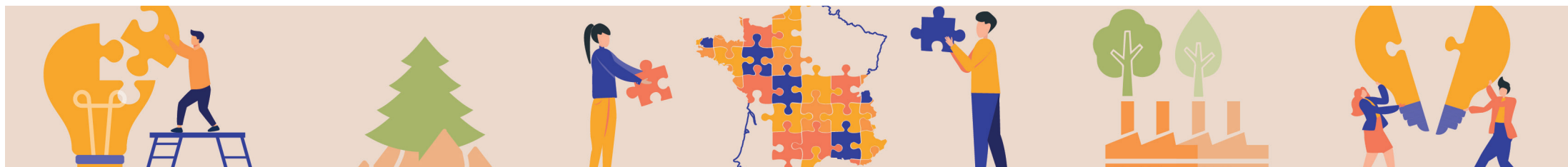
(Crédit : Anne-Claire Gross).

Dans le Sud de l'Aube, à la limite de l'Yonne, des travaux d'ampleur ont redonné un nouveau souffle à un cours d'eau. Retrouvant ses méandres, le Landion a gagné en débit. Dans le même temps, 500 hectares de cultures ont été passés en bio, et trois hectares d'amandiers ont été plantés au bord de l'eau. Côté biodiversité, c'est un cours d'eau qui revit avec une flore et une

faune adaptées. Le projet a été salué à AdNatura, salon national des professionnels de l'écologie et de la biodiversité. Les travaux de reméandrage du Landion y ont reçu le prix du jury.

Anne-Claire Gross
L'Est éclair

Laure de Charette
Midi Libre



En quête de demain

fête ses 3 ans !



Le saviez-vous ?

Le supplément que vous tenez entre vos mains se trouve aujourd'hui chez tous les marchands de journaux de France.

Et c'est le **6^{ème}** d'une longue série !

Lancé en 2021, *En quête de demain* est le fruit d'une **collaboration inédite entre 52 titres de la presse quotidienne régionale**.

Toute l'année, les rédactions travaillent de concert. Accompagnées par Sparknews, elles rédigent des articles consacrés aux enjeux écologiques et sociaux de nos territoires et aux initiatives qui y répondent. Ensuite, elles mettent tout en commun !

Ainsi, vous pouvez découvrir des projets et des personnalités inspirantes de votre région, mais également d'autres régions de France, qui œuvrent pour **une transition des territoires juste et durable**.

Agriculture, alimentation, eau, énergie, mobilité, habitat, biodiversité, océan, forêts, économie circulaire, santé, inclusion... toutes les dimensions qui peuvent toucher notre quotidien sont abordées.

Nous vous donnons d'ores et déjà rendez-vous

**le 27 novembre
pour la prochaine édition !**

Depuis 2021,
En quête de demain c'est...

242

articles
partagés

13,6

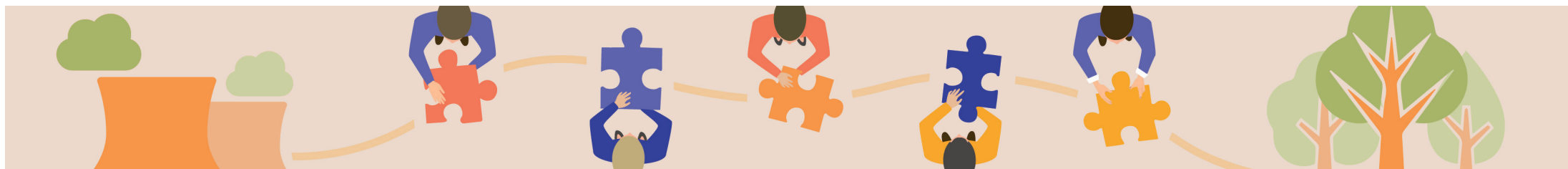
millions de
lecteurs dans
sa version
papier

7

millions de
lecteurs dans
sa version
digitale



En quête de demain est une opération initiée et coordonnée par Sparknews. Acteur pionnier du journalisme de solutions et de l'impact positif, Sparknews fait émerger de nouveaux récits auprès des médias, des acteurs de la culture et des entreprises.



DU CHAMP À L'ASSIETTE

Des troupes de gardiens du paysage

Le pastoralisme a de nombreuses vertus pour l'économie locale. Cette pratique est soutenue par le Parc des volcans d'Auvergne, qui porte un plan de 3,6 millions d'euros pour faciliter la vie des bergers, des vachers et de leurs animaux. Autant de gardiens du paysage.

Si le Parc naturel régional des volcans d'Auvergne offre d'aussi beaux panoramas, c'est également grâce aux vaches, chèvres et brebis qui y pâturent, maintenant ainsi ces paysages ouverts. Parce que le pastoralisme n'est pas réservé aux seuls alpages, cette activité agricole se pratique du côté du Cantal ou du Puy-de-Dôme, deux départements où la surface pastorale avoisine les 91 000 hectares.

Principalement des vaches, à viande davantage qu'à lait, qui, l'été, quittent le siège de leur exploitation agricole pour "monter" en estives, collectives (elles passent alors leurs grandes vacances en compagnie de bovins élevés par d'autres agriculteurs) ou individuelles. Cela concerne aussi des brebis, et dans une bien moindre mesure des chèvres, ânes ou chevaux, soit 115 000 animaux au total.

Afin de soutenir cet écosystème, une enveloppe de 3,6 millions d'euros sur 2022-2027 est réservée par le Parc des volcans, grâce à des financements de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, de l'Europe et des deux Départements concernés. Ce plan pastoral territorial encourage la création de collectifs d'agriculteurs et finance, là-haut, des

aménagement pastoraux, tels que des parcs de contention ou des points d'abreuvement du bétail.

« Pérenniser les estives »

Dans le Cantal, Arnaud Laporte doit en bénéficier. Chaque année, cet éleveur de vaches salers allaitantes fait transhummer une soixantaine de bovins. À la mi-mai, le troupeau part du siège de l'exploitation, situé à 650 mètres d'altitude, pour monter vers l'estive individuelle, entre 1 050 et 1 200 mètres, là où l'herbage de montagne est meilleur. Ses salers "profitent" ainsi tout l'été, jusqu'au début du mois d'octobre. Avec deux autres de ses voisins d'estives, Arnaud Laporte vient de fonder une association. « Chacun avait pour projet de créer un parc de contention. Vu qu'on se côtoyait un peu, on en a parlé. Pourquoi ne pas en profiter ? » Ensemble, ces trois éleveurs cantaliens fréquentant la même montagne ont donc déposé un dossier. Ce projet collectif pourrait être subventionné jusqu'à 70 % du montant total grâce à l'enveloppe du plan pastoral territorial.

Le parc de contention a été pensé afin de faciliter la vie des éleveurs, notamment lorsqu'une vache est malade : elle

peut alors vite être isolée... et soignée. Outre ce corral, l'association d'estives s'offre aussi un meilleur système d'abreuvement. « Nos pâturages tournants seront mieux adaptés », explique Arnaud Laporte. Jadis, ses bovins allaient boire en bas de la montagne. Pour les inciter à remonter, il fallait donc leur apporter l'eau. L'installation prévue comporte une pompe solaire, qui alimente une grande cuve de 10 000 litres, tout en haut de l'estive, laquelle dessert ensuite neuf bacs d'abreuvement de 1 000 litres, disséminés de part et d'autre.

« Refaire des clôtures, des pistes, créer des points d'abreuvement, des parcs de contention, mais aussi des logements pour les bergers ou les vachers. Nous investissons pour pérenniser les estives », résume Élodie Mardiné, chargée de mission au Parc. « Et nous avons un axe de financement de la préservation des milieux naturels, car ce sont des espaces avec une biodiversité très riche, ajoute-t-elle. Enfin, comme la fréquentation touristique y est très forte, nous voulons faire en sorte qu'elle soit respectueuse de l'activité agricole. Avoir des randonneurs, pêcheurs, traileurs, parapentistes... et que toutes ces pratiques soient compatibles. »



Une maison de bergers qui veille sur des brebis pâturent sur les flancs du Puy Mary, dans le Cantal, en plein Parc des volcans d'Auvergne. (Crédit : Jeremie Fullinger)

Pour concilier les usages, une signalétique pastorale, déjà mise en place dans les Pyrénées, doit être déclinée dans le Parc des volcans d'Auvergne. Objectif, rappeler les bonnes pratiques et apporter de l'information sur les sentiers.

Souvent interpellés puis questionnés par les passants, les bergers s'épuisent parfois à « faire la police ». Les chiens non tenus

en laisse qui stressent les brebis ou, pire, qui prennent un bain dans un bac d'eau destiné au bétail... « Certains ont cette fibre de la sensibilisation, de l'explication, et considèrent que cela fait partie de leur métier. Mais d'autres recherchent le métier de berger pour avoir plus de calme et de détachement par rapport à la société, analyse Élodie Mardiné. Dans le Massif central, où

l'ensemble des espaces de montagne et d'estives sont relativement faciles d'accès, certains bergers nous disent que c'est une difficulté, pour eux, de ne jamais avoir vraiment un coin tranquille. »

 Romain Blanc
La Montagne

Ils veulent créer une Sécurité sociale de l'alimentation

À Dieulefit, dans la Drôme, des citoyens ont créé un collectif pour mettre en place une Sécurité sociale de l'alimentation.

Un dispositif pour permettre à chacun, fortuné comme précaire, d'avoir accès à des aliments de qualité.

Le projet devrait voir le jour fin 2024.

Acheter des tomates goûteuses, un bout de fromage ou un filet de poisson sans être bloqué par son porte-monnaie. Voilà le principe de la Sécurité sociale de l'alimentation (SSA), un concept expérimenté un peu partout

en France et bientôt à Dieulefit (Drôme). Un collectif, composé de deux salariés et d'une quarantaine de bénévoles actifs, travaille sur la question.

« On aurait des bureaux ouverts au public et une grille qui indi-

querait qu'avec tel revenu, la cotisation est de tant, explique Julie Yon, membre du collectif de la SSA. Ça débloquerait une allocation à dépenser dans des lieux conventionnés : dans des boutiques de producteurs, chez des paysans ou des artisans, par exemple. »

Calibré selon les revenus

Les plus démunis auraient une cotisation plus faible que leur allocation, et inversement pour les plus fortunés, de façon à créer un système équilibré. « Chacun pourrait manger de façon digne. » Quel serait l'avantage pour ceux qui cotisent plus ? « Ils participeraient à un autre modèle de société et se protégeraient eux aussi, en cas de chômage ou de maladie par exemple. » « Derrière, il y a l'idée de transformer notre modèle de production. » Soutenu par la Ville et la communauté de communes, le collectif

a mené une expérimentation sous forme de marché. « Pour nous, celle-ci a toujours été provisoire. » En avril dernier, un Comité local de l'alimentation a été créé. Il se consacrera à la SSA. « On a choisi 22 personnes représentatives de la société, selon des critères d'âge, de genre, de revenus, de composition du foyer ou encore d'ancienneté sur le territoire. » Ils vont plancher sur deux points épineux : les montants des cotisations et allocations et les critères de conventionnement. « Ce n'est pas simple. Il y a les questions de localité, de label... auxquelles les réponses ne sont pas binaires. Derrière, il y a l'idée de transformer notre modèle de production. »

Le collectif espère lancer une phase pilote fin 2024 avant une généralisation à la communauté de communes. « Comme pour la santé avec la Sécu, l'alimentation deviendrait une af-



Les 22 bénévoles du Comité local de l'alimentation construisent ensemble le projet. (Crédit : Collectif de la Sécurité sociale de l'alimentation)

faire collective. Là-dedans, il y a éminemment une question de santé publique, souligne celle qui est infirmière de métier. L'obésité, le diabète ou encore l'hypertension sont des maladies liées à l'alimentation, que l'on retrouve

davantage dans les populations les plus précaires. »

 Clara Guichon
Le Dauphiné Libéré



Le maraîcher Mathieu Yon avait lancé l'expérimentation du marché du Lavoir en septembre 2021. (Crédit : Stéphane Marc)



France terre de LAIT

NOURRIR AUJOURD'HUI

& DEMAIN

En cette Journée Mondiale du Lait, célébrée le 1^{er} Juin et initiée par la FAO*, la filière laitière française met à l'honneur les femmes et les hommes qui font le lait :

« Nous, producteurs de lait, industriels privés et coopératives, distributeurs restaurateurs et fromagers, avons confiance en l'avenir parce que notre mission à tous est de garantir notre souveraineté alimentaire. Notre fierté est de vous proposer tous les jours de bons produits laitiers.

Face aux défis économiques, environnementaux et sociétaux, notre démarche de progrès France Terre de Lait réaffirme notre volonté de vous nourrir aujourd'hui et demain. Retrouvez nos engagements sur franceterredelait.fr *»

* Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

photographie retrouchée

franceterredelait.fr

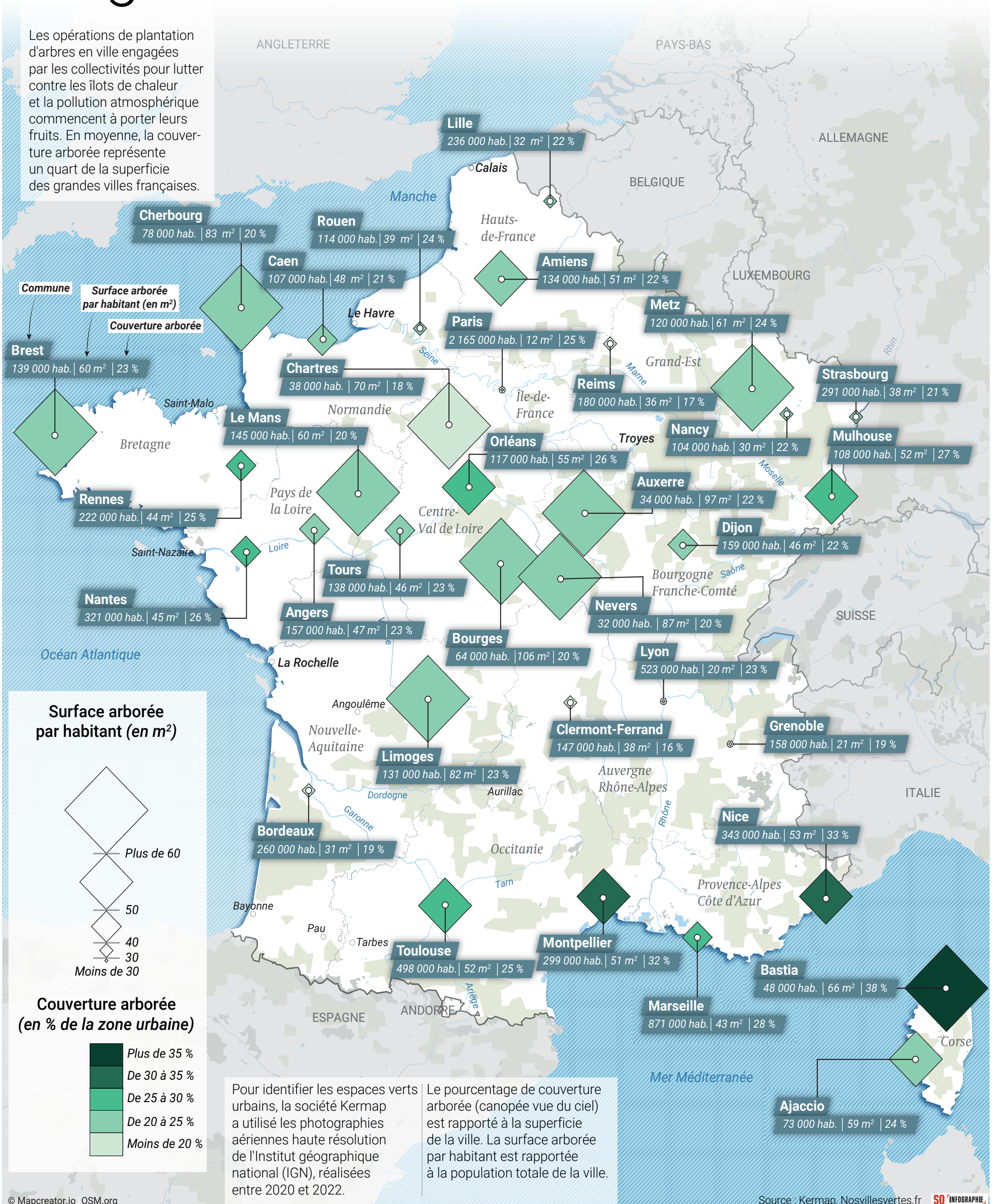


France terre de LAIT



Le grand retour des arbres en ville

Les opérations de plantation d'arbres en ville engagées par les collectivités pour lutter contre les îlots de chaleur et la pollution atmosphérique commencent à porter leurs fruits. En moyenne, la couverture arborée représente un quart de la superficie des grandes villes françaises.





DES OCÉANS AUX FORÊTS

Marathon de la biodiversité dans le Beaujolais : gros efforts, grands effets

L'objectif de la restauration de 42 kilomètres de haies et de 42 mares au sein de la communauté de communes Saône Beaujolais (Rhône), est atteint depuis deux ans. Avec des effets positifs, une biodiversité qui reprend ses droits et, surtout, une idée originale qui essaime.

Des chiffres : 42 kilomètres de haies, 42 mares, au sein des 42 communes - au moment du lancement du projet en 2018 - de la communauté de communes Saône Beaujolais (CCSB). Ces chiffres ne trompent pas, le Marathon de la biodiversité était un projet d'envergure. S'il est terminé depuis 2022, ses répercussions se mesurent encore. Pourtant, au moment du lancement en 2018, tout n'est pas gagné. Frédéric Pronchéry, vice-président délégué au Développement durable au sein de la CCSB, revient sur la genèse de ce marathon d'un nouveau genre : « Pour avoir un impact, il fallait quelque chose de massif. On s'est donc lancés dans cette restauration de 42 kilomètres de haies et 42 mares. C'était un chiffre emblématique et un vrai défi ! »

Une première réussite

L'objectif est alors simple : permettre à la biodiversité, avec de nouvelles zones humides et une végétalisation plus importante, de faire son retour dans des lieux où sa diversification faisait parfois défaut. « À l'époque du lancement du Marathon, on

avait déjà un projet en cours sur le Citeau (Centre intercommunal du traitement de l'eau, Ndlr) qui commençait à porter ses fruits. On observait un retour de certaines espèces. On espérait la même chose, à plus grande échelle. »

Pendant près de quatre ans, les opérations se multiplient à travers le territoire pour atteindre l'objectif fixé. Avec un suivi à chaque fois que des restaurations sont terminées, pour vérifier l'ampleur de répercussions sur la faune et la flore. « La nature est très résiliente. On a vite observé les effets positifs avec des associations de protection de l'environnement. La biodiversité a rapidement fait son retour un peu partout, et repris ses droits. Certaines espèces reviennent sur les sites. Il y a aujourd'hui beaucoup de positif », se réjouit Frédéric Pronchéry.

Marque déposée

Une satisfaction qui ne s'arrête pas aux répercussions sur le territoire de la communauté de communes. En effet, depuis sa création, le projet a fait des émules dans le département

du Rhône. L'Agence de l'eau, qui a financé le Marathon dès ses premiers pas, a déposé l'appellation pour permettre un développement à encore plus grande échelle. Plusieurs communes et communautés ont également suivi les traces de la CCSB pour lancer leur propre marathon.

« Avant, on allait démarcher les porteurs de projet pour qu'ils s'engagent avec nous. Aujourd'hui, ce sont eux qui viennent vers nous. C'est aussi ça la réussite du Marathon. On sent une vraie appropriation par les citoyens de ces enjeux. » Avec des effets concrets sur la nature, qui s'observent rapidement et qui ont vocation à durer dans le temps. « L'objectif est réussi ! » Une réussite qui en appelle d'autres. Frédéric Pronchéry et la CCSB ont d'ailleurs récemment monté un dossier pour un nouvel appel à projet. Peut-être un futur Ironman de la biodiversité ?

 Thibaut Longin
Le Progrès



Au Citeau, une première expérience avait été menée avant le lancement du Marathon. Avec succès. (Photo d'archives / Crédit : Marie-Pierre Jandeaude).

Accueil et hébergement en pleine nature : le Jura invite à "La Halte"

C'est une logique de la montagne quatre saisons ! Pour attirer les pratiquants d'activités de plein air été comme hiver, le massif du Jura innove en proposant des aires de bivouac. Baptisées "La Halte", elles comportent selon le choix du site une plateforme pour poser sa tente au sec, une cabane refuge ouverte ou fermée, une table de pique-nique et des toilettes sèches.

Située à 1 060 mètres d'altitude le long de la traversée du GR5 et de l'itinéraire Grandes traversées du Jura* (GTJ), la première "Halte" du massif a été installée aux Seignes (Doubs). Depuis oc-

tobre 2023, elle est disponible aux randonneurs, vététistes, fondeurs de passage à la recherche d'un coin pique-nique, d'un abri pour dormir ou se protéger des intempéries.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du plan "Avenir montagnes" en faveur d'un tourisme durable et résilient. Une réponse au manque d'hébergement en itinérance. « L'objectif, c'est

d'avoir un accueil toute l'année, pour ces nouvelles clientèles de plus en plus nombreuses sur le massif, tout en répondant à une problématique, notamment sur certains tronçons, qui est le manque d'hébergement. Certains endroits n'ayant plus d'hébergement, il est donc difficile de maintenir des étapes », indiquait au Progrès, en juillet 2023, Alain Langelez, chef de projet Avenir montagnes pour les associations Grandes traversées du Jura et Espace nordique jurassien (ENJ) qui portent l'initiative.

Aux Seignes (Doubs) et à Foncine-le-Haut (Jura)

Le projet est éco-conçu. Imaginée par des étudiants de dernière année de l'École nationale supérieure d'architecture de Lyon, la cabane-refuge des Seignes ne passe pas inaperçue. Elle fait

la part belle aux bois jurassiens et à la lumière. Construite en sapin pour l'extérieur et épicéa pour l'intérieur, elle peut accueillir entre quatre et six personnes avec une possibilité de dormir sous le toit. À l'intérieur, la grande baie vitrée s'ouvre sur les pâturages du Haut-Doubs. À l'extérieur, une table et deux bancs, ainsi qu'une plateforme pour poser sa tente en cas de besoin. Le plus de cette aire de bivouac réside dans la présence de toilettes sèches. Bientôt, il y aura trois haltes sur le massif du Jura, un par département traversé (Doubs, Jura, Ain). En plus de "La Halte" des Seignes, l'aire de Foncine-le-Haut (Jura) a fini d'être installée ce printemps 2024. Sur ce site, un aménagement plus simple, en bois, avec une cabane ouverte et des espaces de pique-nique. Installée en zone contrainte, elle ne permet pas le bivouac.

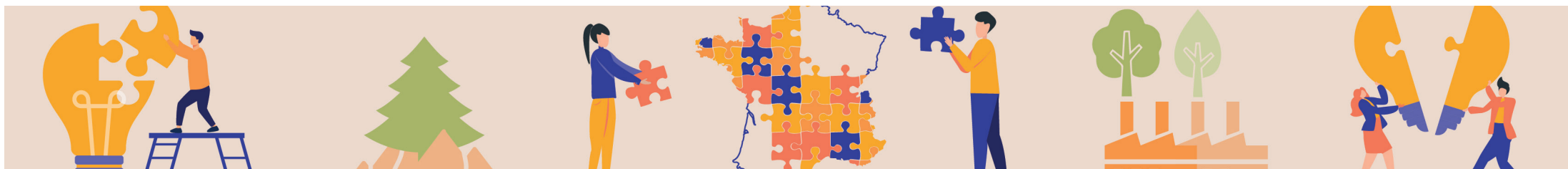
La troisième halte est prévue dans l'Ain, au col de Cuvéry. Elle attend la validation des élus. Le budget d'une "Halte" s'élève environ à 50 000 €, selon les choix de structures. Ce sont les sites nordiques et les collectivités qui financent ces équipements, selon leurs besoins.

 Le Progrès

*Les Grandes traversées du Jura (GTJ) sont un itinéraire de randonnée de 400 km pour le parcours pédestre, 380 km en VTT, 360 km pour le vélo, 500 km pour le cheval et 175 km pour le parcours à ski de fond, traversant le massif du Jura du nord au sud en passant par les départements de l'Ain, du Jura et du Doubs.



La Halte Les Seignes, commune des Gras (Doubs). (Crédit : Laurent Cheviet).



DE LA VILLE À LA CAMPAGNE

Quitter la ville pour construire le village du futur

Dans le Morvan nivernais, au cœur de la Bourgogne, la petite commune de Lormes imagine, depuis 2016, le "village du futur". Habitants et élus se mobilisent pour offrir un second souffle à leur cité qui attire chaque année 50 nouveaux foyers.

Perchée dans les épineuses forêts du Morvan, dans la Nièvre, Lormes reprend des couleurs à l'approche des beaux jours. La sculpture d'une baleine semble voler d'un bâtiment à l'autre au-dessus de la route qui traverse le bourg. Dépaissées branches d'arbres colorées se dressent le long de bâtiments décrépis. En 2016, le maire, Christian Paul, lance avec le Pays Nivernais-Morvan, qu'il présidait aussi, le projet "Village du futur" puis "Petite ville du futur" pour reconquérir le cœur des bourgs du territoire.

Une expérimentation est lancée dans quinze communes nivernaises, dont Lormes. La commune sera retenue dans le programme "Petite ville de demain" lancé en 2021, par le gouvernement. «On avait déjà entamé

les travaux depuis longtemps. On était en avance, mais nous avons eu des moyens humains supplémentaires», glisse le maire. Élus et habitants se retrouvent lors d'événements et font part de leurs envies avant de s'engager dans des chantiers participatifs. Des tiers lieux, des galeries d'art, des commerces fleurissent les uns après les autres. «Depuis 2019, on compte chaque année, à peu près 50 nouveaux foyers», s'enthousiasme le maire.

Quitter le tumulte des grandes villes

À l'entrée de la ville, la lumière s'échappe des fenêtres du Relais des futurs. Le panneau blanc accroché sur l'édifice annonce toujours l'ancien nom de l'établissement, l'Auberge des relais. Les

volets des étages ont retrouvé des couleurs, à l'image de ce lieu qui était fermé au public depuis 2019. En 2021, il reprend vie grâce à quatre associés, Aymeric Seron, Camille Marijon, Lœiz Cadiou et Nadège Grabowski. Aymeric Seron a lâché son quotidien entre Paris et Bruxelles pour s'installer loin de l'agitation urbaine. En reprenant l'auberge, il espère établir Le Relais des futurs, un tiers lieu, tremplin pour les citoyens qui veulent quitter le tumulte des grandes villes.

Entre deux concerts, le lieu propose à des porteurs de projet de venir s'y installer avant de se lancer dans le grand bain. Derrière la vitrine de La Boutique, Vincent Rosier, 50 ans, trie quelques couverts dans son salon de thé. Assis dans l'arrière-cour, des artistes de passage prennent une pause. «Ils hésitent à acheter dans le coin», sourit-il. Né à Paris, il a quitté Londres en 2021, pour le Morvan où il passait des étés dans sa jeunesse.

Vincent Rosier n'est pas venu par hasard. Camille Dejean, qui partage sa vie, est originaire du coin. «Elle n'avait pas forcément envie de revenir.» Pourtant, le sort amène le couple à acquérir une maison secondaire dans le Morvan, qu'ils occupent pendant les vacances. «C'est là que j'ai découvert Lormes.» L'immeuble qui abrite désormais La Boutique était à vendre. «Il m'a tapé dans l'œil à chaque fois qu'on revenait.» «Nous ne

sommes pas venus par hasard», lâche-t-il, cherchant à expliquer son amour pour la commune bourguignonne.

Évoquant les "nouveaux arrivants" comme lui, il insiste: «Tout le monde a senti quelque chose. Il y a un côté original dans ce village qu'on ne retrouve nulle part ailleurs.»

Rencontre de deux mondes

À quelques dizaines de mètres, la quincaillerie du grand-père de Camille Dejean a fermé ses portes depuis des années. En 2017, Thierry Vasseur et sa compagne Gisèle Didi y ont ouvert un nouvel espace d'exposition, Lœil à facettes et Didi de Mars. «Tout est parti de là», estime une artiste qui préfère rester discrète. «Leur réseau est venu les voir. Certains se sont installés. Ça s'est fait au fil des réseaux», précise l'artiste francilienne.

Le maire décrit l'alchimie entre Lormois et nouveaux arrivants. «Ça peut demander du temps. Mais, j'ai le sentiment qu'ici les gens sont très accueillants.» Dans les rues, presque tous se saluent, d'un simple geste de la tête aux appels amicaux d'un bout à l'autre de la rue. «Tu viens samedi?», s'enquiert Hervé Savary, saluant un Lormois de toujours. Le long d'une rue historique, la vieille pompe à essence du garage Desmegers est toujours là. Aujourd'hui, le lieu est un restaurant, La Recycl'. Au



Vincent Rosier a quitté Londres pour s'installer à Lormes et a ouvert un salon de thé chambre d'hôtes en centre bourg de la petite ville du futur. (Crédit photos : Fabien Agrain-Védille).

fond, dans l'une des multiples salles de l'établissement tenu par Hervé Savary, une scène est creusée dans la roche. C'est là que se trouve l'un des rares clubs de jazz bourguignon. Servant les plats du jour à quelques touristes d'outre-Rhin, Estelle Lapert, responsable de salle, avoue avoir quitté la Seine-et-Marne pendant l'épidémie de Covid pour «respirer». «Je cherchais de la tranquillité. Et je suis tombée sous le charme de Lormes.»

Sur les hauteurs de la ville, au premier étage de la maison de santé, Claire Joigneaux travaille une future prothèse dentaire. L'odeur de la résine em-

baume l'atelier. «J'ai l'étage pour moi, mais pas pour longtemps. La mairie veut agrandir la Maison de santé.»

Chaque semaine, elle alterne entre la capitale et le Morvan. À 61 ans, elle espère partir à la retraite en 2025. «J'ai envie de m'installer définitivement ici. Mais j'ai une passion qui me manquerait trop. Je joue dans un orchestre de steeldrum, à Paris. Il n'y en a pas ici.»

Fabien Agrain-Védille
Le Journal du Centre



Claire Joigneaux est prothésiste dentaire à Lormes, dans le Morvan, elle partage son quotidien entre Paris et le Morvan.

Une maison facile à "monter" et pas chère

C'est un habitat atypique. La maison en A, popularisée en France par une architecte en Dordogne, fait des émules. Constituée de triangles équilatéraux en bois recouverts d'un bac en acier ou de tuiles en bitume, elle n'a pas de murs. Ou plutôt, la charpente fait office de murs. Elizabeth Faure, qui a construit la sienne en trois mois en 2013, a prouvé que c'était possible à réaliser soi-même et pour un budget relativement raisonnable.

L'architecte, qui défend l'intérêt écologique de cette maison construite sur pilotis, a dépensé 40 000 € pour une surface de 180 m². Derrière son projet, toute une communauté s'est créée. Les fans de la maison en A échangent leurs astuces sur un groupe Facebook et apprennent des tutoriels qu'Elizabeth a publiés sur YouTube pour détailler toutes les phases de la construction.

Elizabeth Faure, architecte, une maison pour 35 000 euros. (Crédit : Jonathan Guérin).



Pour l'électricité, vous avez le choix :

verte

verte

Depuis 2016, pour mieux vous accompagner dans la transition énergétique, ENGIE propose uniquement une électricité verte, certifiée à 100 % par des garanties d'origine renouvelable, pour tous ses nouveaux contrats.*

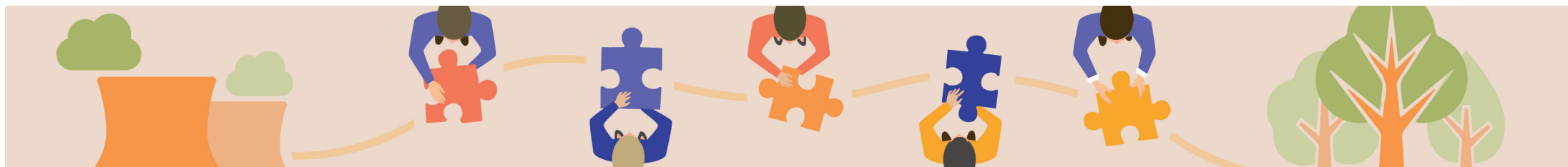


**ENGIE**

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

*Électricité verte : pour tout nouveau contrat d'électricité souscrit par un client particulier, à l'exclusion des offres Classique, de l'offre Elec Référence Essentielle 1 an et de l'offre d'électricité Happ-e, ENGIE achète l'équivalent de la quantité d'électricité consommée par le client en Garantie(s) d'Origine émise(s) par des producteurs d'énergie renouvelable. Une Garantie d'Origine certifie que de l'électricité a été produite à partir d'une source d'énergie renouvelable et injectée sur le réseau électrique.

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651.



DE LA VILLE À LA CAMPAGNE

En Pays de Langres, passer des bus polluants au transport à la demande

En milieu rural, les questions de mobilité sont un vrai défi. Alors il faut faire preuve d'ingéniosité et de pragmatisme. En Pays de Langres, on a trouvé, depuis déjà quinze ans, des solutions. Et ça marche. Enfin, ça roule.

La mobilité. Voilà une thématique essentielle pour qui vit en milieu rural. Sans déplacement possible, c'est toute la vie économique et sociale qui est impactée. Et que dire des seniors qui, faute de mobilité et donc d'accès aux services, ne peuvent parfois plus rester chez eux. Quand sur un territoire étendu, certaines zones affichent moins de cinq habitants au kilomètre-carré, alors oui, la mobilité devient enjeu public numéro un. Et quand se greffent aussi des préoccupations liées aux enjeux climatiques, il faut se creuser les méninges pour trouver des solutions adaptées.

Linggo, kiosque des mobilités du Pays de Langres

En Pays de Langres, on est allé voir ce qui se faisait ailleurs, dans des territoires similaires et il y a quinze ans, on a décidé de troquer les vieux bus polluants contre du transport à la demande en véhicule bien plus léger.

Sylvie Baudot, maire de la petite commune de Cohons, élue à

la manœuvre sur ce projet, rappelle combien la décision de supprimer les quinze lignes de bus (le bus passait dans chaque village une fois par semaine), service hérité des années 1960, n'a pas tout de suite fait l'unanimité. Il a fallu expliquer, informer et surtout organiser les choses. Ainsi est né Linggo, kiosque des mobilités du Pays de Langres, qui met en musique le transport à la demande. Linggo renseigne mais gère aussi toutes les réservations. Au fil du temps, depuis quinze ans, Linggo a développé différents services avec toujours le même objectif : faire en sorte que les habitants du milieu rural puissent venir faire leurs courses en ville ou dans les bourgs de proximité, puissent se rendre à un rendez-vous médical, aller prendre un train en gare ou tout simplement rendre visite à de la famille ou des amis.

La mobilité, c'est aussi du lien social

Didier Riquet, coordinateur mobilité du Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Pays de

Langres confirme que la mobilité, « c'est aussi du lien social. » J'habite à Auberive et je souhaite faire mes courses à Langres le vendredi matin ? Je réserve ma course auprès de Linggo et un véhicule passera me prendre le jour dit pour aller à Langres ou à Saints-Geosmes. C'est ça le transport à la demande. Les trajets des véhicules sont optimisés bien sûr : le véhicule fera une tournée pour prendre les personnes intéressées d'un même secteur. Les chiffres donnent raison aux concepteurs de ce service. « Nous enregistrons pour ce service entre 5 000 et 6 000 trajets par an », précise Didier Riquet. Il rappelle les autres services existants, l'un en lien avec la gare ferroviaire de Culmont-Chalindrey où sont déposés ou récupérés les voyageurs. Et plus récemment, une nouvelle offre est venue compléter les services de Linggo. « Une demande exprimée par les habitants », précise Didier Riquet. Le transport à la demande investit les centres-bourgs comme Bourbonne, Chalindrey, Longeau, Val de Meuse, Rolampont, le Montsaugonnais,




En Pays de Langres, le transport à la demande représente entre 8 000 et 9 000 réservations par an. (Crédit : Patricia Charmelot).

Auberive... Pour des rendez-vous dans une maison de santé, pour aller à la pharmacie ou dans un petit commerce, c'est tout à fait pratique. « Nous avons dupliqué ce qui se faisait au niveau du syndicat de transports de la région de Bourbonne-les-Bains », rappelle le coordinateur mobilité du PETR. L'offre existe depuis un peu plus d'un an et demi, et semble avoir trouvé son public.

En Pays de Langres, le transport à la demande représente entre 8 000 et 9 000 réservations par an. La stratégie politique de tarification veut en faire un service accessible à tous avec des tarifs uniques allant de 2,50 € (rabattement sur un centre bourg) à 4 € pour aller en gare. On est loin du coût du service. Mais en Pays de Langres, la mobilité s'est érigée en priorité et, aussi, service

public numéro un. Les coûts de Linggo sont ainsi supportés par les cotisations des trois communautés de communes et par la Région qui a compétence en matière de transport.

 Céline Clément
jhm quotidien

Le pari du miscanthus pour chauffer les bâtiments

La communauté de communes Bièvre Isère a équipé sa nouvelle salle omnisports d'une chaudière biomasse mixte bois-miscanthus. Un agriculteur local s'est porté volontaire pour produire la plante, dont la culture reste rare sur le territoire.

Le miscanthus, ou l'herbe à éléphant, est une plante ressemblant à un roseau, pouvant atteindre jusqu'à trois ou quatre mètres de hauteur selon les espèces.

Outre servir à faire du paillage, il se révèle aussi être une source d'énergie très intéressante pour le chauffage. C'est ce qui a été choisi pour chauffer la nouvelle

salle omnisports de Saint-Jean-de-Bournay, en Isère. Sa chaudière biomasse mixte pourra consommer du bois, mais aussi du miscanthus. Le projet, porté par la communauté de communes Bièvre Isère, permet de « ne pas dépendre des énergies fossiles », explique Joël Gullon, président de l'intercommunalité. Il fallait qu'on soit sur une chau-

dière biomasse, mais si on passe au tout bois, ça impactera nos forêts. Le miscanthus, c'est donc une piste nouvelle ! » Pour chauffer le gymnase, la production de 2,3 hectares de plantes sera nécessaire chaque année, pour un rendement estimé à 13 tonnes l'hectare.

« On doit sortir des énergies fossiles »

Pour éviter que le miscanthus ne fasse des kilomètres, Bièvre Isère a fait appel à un agriculteur de Saint-Jean-de-Bournay pour le produire. « Il a fallu le convaincre d'y aller, car il ne gagne rien la première année », le temps que le miscanthus pousse, explique le président. Pour pallier ce manque à gagner, les deux parties se sont mises d'accord sur un prix d'achat à 150 € la tonne. Un accord pour soutenir la filière agricole et avoir « une production locale pour une consommation locale ». La première récolte est prévue

courant 2024. Les plantes seront ensuite séchées, broyées, stockées et livrées par l'agriculteur. Les premiers kilos de miscanthus alimenteront la chaudière du gymnase dès 2025. Ce choix a, certes, entraîné un surcoût de 14 000 € pour installer la chaudière biomasse mixte - auxquels il faut ajouter 186 000 € de travaux spécifiques -, mais à l'arrivée, la facture d'énergie est estimée à 5 500 € HT par an, contre 14 000 € HT pour un chauffage au gaz.

Et le miscanthus a aussi d'autres intérêts. « Cela préserve la ressource en eau », souligne Joël Gullon. Car non seulement le miscanthus demande peu d'intrants, mais il a aussi des propriétés nettoyantes pour le sol. Or, « la parcelle est sur un de nos périmètres de captage », de quoi aider à préserver la qualité de l'eau. La communauté de communes étant propriétaire d'autres zones de captage, l'idée d'implanter à l'avenir d'autres parcelles de miscanthus n'est pas écartée.



Les premiers kilos de miscanthus alimenteront la chaudière du gymnase dès 2025. (Crédit : Adobe Stock).

Bièvre Isère serait, pour le moment, la seule collectivité à avoir parié sur le miscanthus comme énergie de chauffage en Isère, selon Joël Gullon. « Mais on ne fait pas ça uniquement pour le prix : c'est parce qu'on doit sortir des énergies fossiles ! On ouvre

des voies et c'est ça qui est important. »

 Lisa Rodrigues
Le Dauphiné Libéré



La parcelle au moment de la plantation. (Crédit : Bièvre Isère).



ON PEUT FAIRE BASSE CONSOMMATION ET HAUT NIVEAU DE CONFORT À TOUS LES ÉTAGES



La rénovation énergétique est le chantier du XXI^e siècle. En Europe, 85% des bâtiments existants doivent ainsi être modernisés⁽¹⁾. Chez Saint-Gobain, la rénovation énergétique est au cœur de notre savoir-faire. Chaque jour, nous imaginons des solutions innovantes⁽²⁾ pour les professionnels et les particuliers avec des matériaux plus légers et à faible impact carbone, des isolants à haut rendement énergétique, des vitrages de haute technologie pour réduire l'empreinte environnementale des immeubles collectifs et des maisons individuelles et améliorer le bien-être et la santé des habitants. Concevoir des solutions pour des bâtiments plus confortables, plus économes en énergie et en ressources, c'est le défi que nous nous engageons à relever pour une construction toujours plus durable.

[SAINT-GOBAIN.COM](https://www.saint-gobain.com)

(1) Étude Commission européenne 2024. (2) Retrouvez toutes les informations concernant notre engagement pour une construction responsable : <https://www.saint-gobain.com/sites/saint-gobain.com/files/media/document/2021-06/net%20zero%20carbon%20roadmap.pdf>.



DE LA VILLE À LA CAMPAGNE

Avec Covoit'Go, on réhabilite le "stop"

En juin 2023, la collectivité bretonne Brocéliande communauté a aménagé deux lignes de covoiturage spontané. Objectif ? Permettre aux habitants de deux villages non desservis par les transports en commun de pouvoir se déplacer sereinement et gratuitement.

Faire du stop, pouce en l'air. Du moins organiser cette pratique pour que les habitants

puissent se déplacer en milieu rural. L'idée pourrait prêter à sourire. Et pourtant, ça existe à

Plélan-le-Grand (Ille-et-Vilaine), aux portes de la forêt de Brocéliande, à l'ouest de Rennes. Mieux : ça roule !

Une nécessité en milieu rural

Robin Clavard, chargé de mission mobilités, fait la visite. « Brocéliande communauté est la plus petite communauté de communes de tout le département. On est en milieu rural. Avec d'un côté Rennes et de l'autre Ploërmel. Evidemment, le transport est un sujet de préoccupation pour de nombreux habitants. » Notamment pour les jeunes, les personnes âgées et personnes fragiles et pour certaines éloignées durablement de l'emploi. Sur tout, deux de ses communes (sur huit), Saint-Péran et Maxent (respectivement 418 et 1 467 habitants) ne voient jamais passer les bus. Murielle Douté-Bouton, maire de Plélan-le-Grand et vice-présidente en charge de la transition et des mobilités, enchaîne. « On a réalisé un diagnostic de terri-

toire en 2020. Conclusion : peut mieux faire... Ce qui était tout sauf une surprise. Alors, on a consulté les habitants, et on s'est retourné les manches. »

Bilan de la réflexion : la création d'un réseau de pistes cyclables, la formation des scolaires à la pratique du vélo et l'ouverture d'une ligne de transport en commun, la 12 entre Plélan et Redon, mais qui ne passe ni à Maxent, ni à Saint-Péran... « Nous avons un tout petit budget. Développer les transports en commun sur des territoires comme le nôtre, c'est un service public qui coûte extrêmement cher. C'est pour ça qu'on est partis sur un bouquet de solutions. » Et des expérimentations, comme celle qui a conduit à remettre au goût du jour une pratique vieille comme les routards : le "stop". Un sujet qui n'était pas sans poser question, parmi les élus. « Ce qui a fait débat, c'est la question de la sécurité. On a décidé de parier sur la solidarité entre les habitants. »

Côté passage, le potentiel était là. « On a fait un comptage précis. Chaque jour, le flux de véhicules oscille entre 2 500 et 3 000 sur les deux bouts de départementales concernées. Et la moyenne, c'était seulement 1,3 personne par véhicule », poursuit Robin Clavard. En clair, il y a de la place pour des passagers éventuels dans presque toutes les voitures en circulation sur ces axes ! A condition de pouvoir s'arrêter, et de se faire confiance. L'aménagement est léger. « On a positionné quatre arrêts, explique ainsi Murielle Douté-Bouton. Tous sont équipés d'un panneau lumineux et d'un boîtier de commande. Le tout agrémenté d'un petit banc et surmonté d'un panneau solaire pour être autonome en énergie. Et comme les bornes ont un pied béton, on peut les déplacer facilement. » Coût total de l'opération : 18 000 €* subventionnés à 80 % par l'Ademe et la Mutualité sociale agricole (la MSA). Presqu'un an après le lancement (en juin 2023), les résultats sont encourageants. « En moyenne,

on est à une vingtaine de trajets par semaine, et le temps d'attente tourne autour de quatre à cinq minutes. Ce qui est tout à fait raisonnable. » Le dispositif Covoit'Go (c'est son nom) fonctionne 24 h/24 et 7 jours/7. L'appli de réservation, elle, a été remplacée par un groupe Facebook. A ce jour, 200 personnes utilisent ce service régulièrement. Même les élus s'y sont mis, nous assure-t-on. Murielle Douté-Bouton pense déjà à la prochaine étape. « On discute avec Montfort Communauté et Rennes Métropole sur ce dossier. L'avenir, c'est non seulement de partager la route, mais aussi son mode de déplacement. »



Robin Clavard en compagnie de Murielle Douté-Bouton devant une des quatre bornes Covoit'Go installées. (Crédit : Christian Veyre).

 Christian Veyre
Ouest-France

*Etudes et déploiement, mais sans compter la communication et le fonctionnement.

Vacance de logements : à Muttersholtz, on rénove tous azimuts

C'est une commune bas-rhinoise de 2 000 habitants connue pour ses initiatives écologiques. Après l'autonomie énergétique, Muttersholtz a décidé de s'attaquer aux logements vacants. Pour répondre à la demande d'un habitat accessible, tout en devant la loi qui exigera de construire le moins possible.

Nous sommes au 32, rue Welschinger dans la commune de Muttersholtz, Bas-Rhin, à deux pas de la ville de Sélestat. En face de la société Mathis, se dresse une vieille bâtisse. « Elle a au moins 150 ans, on voit les colombages même à l'intérieur », explique Michel Marcot, maître d'œuvre de l'entreprise ABM, en montrant les trous qu'il a creusés un peu partout pour « sonder » et ainsi « voir d'où on part ». Cette maison à deux étages et une dizaine de pièces n'a connu qu'une habitante ces dernières années - une vieille dame, décédée en 2022 - avant qu'un investisseur, Emmanuel Suhr, ne la rachète

pour 176 000 € afin de la transformer en quatre logements. Des T2 et des T3, sur une surface totale de 280 m², derrière des façades aux colombages retrouvés. Ils devraient être prêts en 2026. « Il y a urgence à proposer des logements. Ces petits et moyens logements, c'est ce qui manque sur le marché locatif, pointe Patrick Barbier, le maire, écologiste et ancien militant d'Alsace Nature. Chez nous, je parlais même d'urgence à proposer des logements. Il ne se passe pas une semaine sans qu'un jeune couple vienne nous demander si nous avons quelque chose dans la commune. » Mais à

Muttersholtz, pas question de laisser construire à gogo pour répondre à la demande. Ici, on rénove. Et ce, avant même que la loi Climat et résilience de 2021 n'ait posé l'objectif du "Zéro artificialisation nette" (ZAN) des sols pour 2050. « Quand nous avons constaté, vers 2016, qu'il y avait 8 % de logements vacants sur les 1 000 que compte la commune, nous avons inscrit dans notre Plan local d'urbanisme la volonté d'arrêter l'étalement foncier et d'opter pour la sobriété foncière en s'attaquant au bâti et aux logements vacants », explique le maire.

Des aides disponibles pour les propriétaires

La commune instaure une taxe sur les logements vacants, communique sur son volontarisme, et surtout sur les aides disponibles pour les propriétaires. « Ça a été le déclencheur pour moi », concède Thierry Oechsel, un résident suisse originaire du village. Souhaitant « refaire la grange familiale » sans parvenir à se lancer, il contacte le maire, qui l'oriente vers des conseillers dédiés, no-

tamment du dispositif local Rénov'Habitat. Ce qui lui obtient près de 60 000 € de subventions entre l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et la commune, et met tout de même 370 000 € de sa poche. Cinq appartements voient le jour, dont deux ayant bénéficié des subventions, qui ne tombent pas sans conditions : loyers modérés et hautes performances énergétiques. Lancé et « heureux d'investir à Muttersholtz », il s'apprête aujourd'hui à rénover un ancien hangar, pour créer jusqu'à cinq appartements, en majorité des T3 et T4. Il y dédie une enveloppe de 700 000 €, dont « 120 000 € de subventions, tout de même », se réjouit l'ingénieur en BTP.

L'équivalent d'un lotissement de 30 logements


Rue Welschinger, Emmanuel Suhr et son maître d'œuvre sont déterminés à commencer les travaux dès que possible, dans cette bâtisse où « tout est à refaire », où le mur de devant penche dangereusement vers l'intérieur, et où l'isolation est « inexistante ». Ils espèrent



Projet en cours rue Welschinger. (Crédit photos : Les DNA/Franck Delhomme).

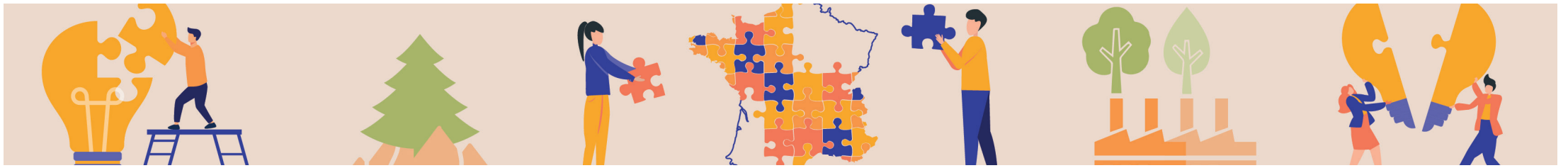
167 000 € de subventions de l'Anah, la commune, la communauté de communes et le Département, pour alléger un peu l'immense facture à prévoir : plus de 700 000 €. Le maître d'œuvre salue l'accompagnement de la mairie et d'Urbam Conseil, « car ce genre de projet ne peut pas être entrepris seul ». En rentrant vers l'hôtel de ville, le maire pointe l'immédiate voisine de la maison d'Emmanuel Suhr : un bâtiment spacieux qui accueille maintenant un laboratoire d'analyses médicales et deux logements

à l'étage. « Ils seront occupés dans les mois à venir », précise Patrick Barbier, qui se targue, en quelque cinq années, d'avoir « créé l'équivalent d'un lotissement de 30 logements en ZAN ». Il sourit : « Certains mairies ralentissent, mais il leur reste 26 ans pour atteindre cet objectif. De toute façon, c'est le sens de l'histoire. »

 Déborah Liss
Les Dernières Nouvelles d'Alsace



Visite des pièces de la maison. Maison en rénovation avec aide du dispositif de logements vacants sur Muttersholtz.



DES COMMERCES AUX POUBELLES

Quand vos poubelles vous chauffent !

Si les ordures ménagères résiduelles des Haut-Marnais sont incinérées, elles ne partent pas en fumée. Elles alimentent les 22 kilomètres du réseau de chaleur de la Ville de Chaumont ; à savoir l'ensemble du parc immobilier du bailleur social mais aussi des résidences privées et des équipements publics comme l'hôpital. Ingénieux, non ?

Aux portes de Chaumont, se dresse ce que tout le monde appelle l'usine d'incinération, que l'on repère aisément en apercevant les fumées blanches qui s'échappent de ses grandes cheminées. Il s'agit du centre de valorisation énergétique dont l'exploitation est confiée, via une délégation de service public, à une filiale de Veolia. On y brûle, pour faire simple, les poubelles noires des Haut-Marnais, les ordures ménagères résiduelles (après tri) des ménages, des DIB (Déchets industriels banals) aussi. On y incinère aussi les poubelles venues d'ailleurs pour suppléer des équipements similaires en maintenance, pour

traiter les déchets en surplus dans d'autres départements. La capacité de traitement de l'usine est de 78 000 tonnes par an. Récupérer la chaleur produite par l'incinération, telle est l'une des missions de cette usine qui produit, en parallèle, de l'électricité. C'est la fameuse valorisation énergétique. Et c'est là qu'entre en jeu l'initiative de la Ville de Chaumont qui alimente une grande partie de son réseau de chaleur par ce biais. Chauffage et eau chaude sanitaire sont au bout de l'incinération des déchets. Pierre Etienne, adjoint au maire en charge de l'environnement et de l'urbanisme, donne quelques chiffres. « L'incinéra-

tion, c'est près de 70 % de l'alimentation du réseau de chaleur. » Une chaufferie biomasse (incinération de bois, de plaquettes forestières etc) apporte un complément et les chaufferies gaz traditionnelles viennent boucler l'alimentation du réseau. « Plus de 80 % de l'énergie produite est renouvelable », résume et se félicite l'élu, rappelant le label Ecoréseau + obtenu à plusieurs reprises par la Ville. L'idée a déjà plus de dix ans quand la Ville de Chaumont et le bailleur social Chaumont-Habitat ont décidé en 2011 d'interconnecter les deux réseaux de chaleur des deux quartiers de la ville, le Cavalier et La Rochotte et ont choisi un nouveau délégataire, Chaumont énergies et environnement (CCE). La connexion avec le centre de valorisation arrivera quelques années plus tard avec, en parallèle, le développement du réseau qui s'étend aujourd'hui « sur 22 kilomètres », rappelle Pierre Etienne.

L'hôpital, c'est 12 % de la consommation

Collèges, lycées, piscine, administrations mais aussi résidences et copropriétés privées... le réseau a tissé sa toile au fil des années, investissant dans sa récente phase le nord de la ville, dont l'école de gendarmerie ou encore l'hôpi-



Le réseau se déploie dans toute la ville. Montant global de l'investissement à ce jour : 24 millions d'euros. (Crédit photos : JHM).

tal, ce dernier représentant à lui tout seul 12 % de la consommation de chaleur du réseau.

Des extensions et de futurs raccordements sont à l'étude pour les administrations comme la CAF, le Conseil départemental, la Direction départementale des territoires. Acteurs publics ou privés, « tout le monde peut faire la demande d'un raccordement », indique Pierre Etienne, prenant exemple sur les immeubles privés des Vieilles-Cours en centre-ville de Chaumont, qui viennent d'être


connectés, « quelque 380 logements, environ 700 habitants. »

Un investissement de 24 millions d'euros

Le délégataire, Chaumont énergies et environnement (géré par Cofely-filiale d'Engie) aura investi près de 24 millions d'euros dans ce réseau et obtenu des subventions d'un montant de plus de dix millions d'euros. Aujourd'hui, l'heure est plutôt à la densification du réseau qu'à son extension. Un schéma directeur des énergies renouvelables

est en cours d'élaboration et dira s'il y a lieu de faire entrer dans le bouquet énergétique de nouveaux gisements.

Si la crise énergétique n'a pas épargné les clients du réseau de chaleur de la Ville de Chaumont qui ont donc subi une hausse des tarifs, l'inflation est restée plus modérée comparée à celle appliquée par les autres fournisseurs d'énergie.

 Céline Clément
jhm quotidien



L'usine, unité de valorisation énergétique des déchets, a débuté son fonctionnement en 1998.

Après le bois, la Green Valley d'Épinal se tourne vers la chimie verte

Créé en 2009, le projet qui consistait à attirer des acteurs de la filière bois autour de la papeterie Norske Skog, la plus grosse d'Europe de l'Ouest, touche enfin ses dividendes. Deux milliards d'euros d'investissements y sont attendus.

Le projet pouvait paraître osé il y a quinze ans mais il est sur le point d'aboutir à l'un des plus importants pôles industriels de la région Grand Est. La Green Valley, imaginée dans les années 2010 par le papetier norvégien Norske Skog et le staff de la Communauté d'agglomération d'Épinal, se veut le parfait exemple d'écologie industrielle et territoriale (ETI). L'idée était de réunir des entreprises liées à la filière bois et aux éco-matériaux autour de la plus grosse papeterie d'Europe de l'Ouest. Laquelle faisait profiter les nouveaux acteurs de ses emprises foncières mais aussi d'apports en énergie, notamment en vapeur ainsi que de ses sources d'approvisionnement en bois voire de ses résidus. C'est ainsi qu'en 2013, la société Pavatex, appartenant désormais au groupe alsacien Soprema, s'est installée dans les Vosges pour y fabriquer des panneaux isolants en fibre de bois. L'ap-

pui de Norske Skog a permis à Pavatex de réduire son investissement de départ de 20 millions d'euros, mais aussi ses coûts de fonctionnement de 15 %.

Nouvelle usine

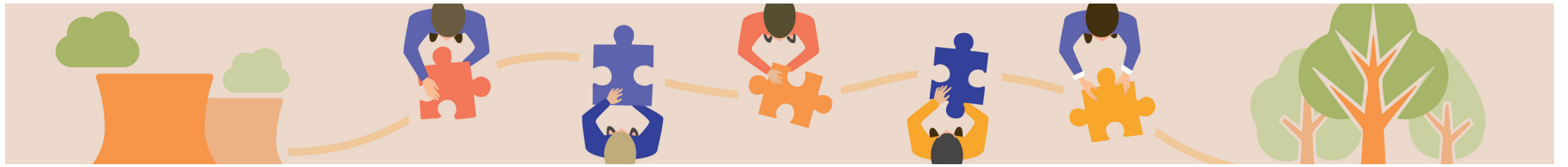
Pavatex a ainsi, pour se développer, créé une seconde ligne de production à 27 millions d'euros en 2020, puis a lancé la construction d'une nouvelle usine qui va abriter ses troisième et quatrième lignes de production sur l'écoparc de Chavelot, en face de la papeterie. Ce même écoparc, qui devrait aussi accueillir une plateforme de massification bois, va désormais se tourner vers les activités liées aux énergies et à la chimie verte. Ainsi, après Lhyfe, l'acteur français de l'hydrogène vert qui a annoncé son arrivée, deux bioraffineries devraient également s'installer sur la Green Valley. Celles-ci seront, comme leurs

devancières, en lien avec la papeterie Norske Skog pour leur approvisionnement en énergie ou en matière première. Norske Skog vient d'investir de son côté 250 millions d'euros pour convertir l'une de ses deux machines à papier afin de produire du carton ondulé d'emballage et elle a aussi participé à financer une partie des 250 millions d'euros nécessaires pour ériger la plus grosse chaudière biomasse de cogénération de France pilotée par Green Valley Énergie. Outre ces 500 millions d'euros, qui sont rejoints par les 70 millions d'euros investis par Pavatex, ce sont au total près de deux milliards d'euros qui devraient être investis sur la zone industrielle proche d'Épinal. Qui s'apparente de plus en plus à une Gold Valley pour le département des Vosges.

 Philippe Nicolle
Vosges Matin



Vue aérienne du chantier de la plus grosse chaudière biomasse de cogénération construite par Green Valley Energy (GVE) sur le site de Norske Skog à Golbey.



DE L'INDIVIDU AU COLLECTIF

Gers : le bus dentaire ne désemplit pas

Dans le Gers, un bus sillonne les villages ruraux les lundis et mardis afin de proposer un service de soins dentaires gratuits aux habitants. Ce dispositif mis en place par la Croix-Rouge française a déjà accueilli plus de 555 personnes en moins d'un an. Reportage à Estang, à l'ouest du département.

Il affiche complet semaine après semaine. Dans quelques jours, le bus dentaire va souffler sa première bougie. Ce dispositif, lancé par la Croix-Rouge, permet aux Gersois de bénéficier d'une consultation dentaire de 40 minutes gratuitement. Le camion fait étape dans neuf communes du département, deux jours par semaine (lundi et mardi, hors vacances scolaires). Coordinateur du projet, le Gersois Sébastien Delmotte entend

lutter contre la désertification médicale grâce à cet utilitaire : « On répond vraiment à ce besoin de soins. Les gens qui viennent n'ont pas vu de dentiste depuis dix ou quinze ans. On arrive à ramener les gens vers le soin », se félicite-t-il. Ce matin-là, à Estang, un accent chaleureux descend du camion : « Mon mari et moi venons de Belgique. Pour trouver un rendez-vous dans un cabinet privé, c'est compliqué ici. Ils ne prenaient pas de nouveaux

clients ou il fallait attendre six mois pour une consultation. On a donc préféré venir tester ce bus », raconte Myriam. Si le couple belge a réservé ses consultations deux mois à l'avance, durant la matinée, une autre patiente arrive pour une demande plus urgente : « Je viens car j'ai une dent de devant cassée et mon dentiste ne pouvait pas me prendre avant juillet », indique Jeanine, qui a pris son rendez-vous il y a huit jours.

Tout sourire à la sortie du cabinet ambulancier, elle semble avoir apprécié : « J'ai trouvé ça parfait ! Ils étaient très gentils et très compétents », se réjouit-elle. Un avis que partageait déjà son homologue belge quelques instants auparavant : « On est accueilli sur le ton de l'humour donc si on a une petite appréhension du dentiste, elle peut être estompée par cette convivialité », indique Myriam, pas déstabilisée par les soins au sein d'un utilitaire.

La jeunesse au pouvoir... mais encadrée

Cette convivialité est insufflée par la jeunesse. Ce sont deux étudiants en sixième année d'odon-

tologie de Toulouse qui officient dans ce camion : « Chaque semaine, ce sont deux nouveaux stagiaires qui prodiguent les soins dentaires. Ils savent déjà travailler car ils sont à la fin de leur cursus scolaire et ils ont déjà effectué des remplacements dans des cabinets ou à l'hôpital », rassure Sébastien Delmotte.

Aujourd'hui, ce sont Loïc et TERENCE qui sont aux commandes. Pour eux, cette nouvelle expérience n'est que bénéfique : « On retrouve l'essence du métier et le côté humain. On est sur une patientèle qui a vraiment besoin de nous. On prend vraiment le temps avec eux, on sort du cadre du cabinet classique qui est beaucoup plus rapide et avec beaucoup plus de pression », explique Loïc.

Déjà 555 patients en moins d'un an

Pour rassurer les clients, un ancien dentiste assiste aux consultations : « Mon but c'est de n'intervenir qu'au dernier moment, si ça ne va pas. Autrement, il faut les laisser pratiquer. Ils ont sûrement davantage de connaissances techniques que moi mais je leur apporte l'expérience de mes 40 ans de pratique », com-



Le bus dentaire a déjà croisé la route de 555 patients en moins d'un an. (Crédit photos : Sébastien Lapeyrere).

ment Michel Viboud, désormais retraité.

Le bus dentaire a déjà croisé la route de 555 patients en moins d'un an, soit une moyenne de douze à 17 clients par jour de consultation. Après une année de test grandeur nature, Sébastien se verrait bien étendre ce dispositif : « L'objectif est d'ouvrir un troisième jour dans la semaine pour aller soigner encore plus de Gersois sur le territoire »

sourit le coordinateur du projet. En attendant un élargissement des disponibilités, le planning du bus est disponible jusqu'à la fin juin. Mais attention, les places prennent vite preneur au cœur des vallons gersois.

Kélian Couderc
La Dépêche du Midi



Le bus dentaire va souffler sa première bougie.

Le chemin parcouru du métropolitain GR 2013

Projet de l'année Capitale, le sentier métropolitain du GR 2013 était inauguré il y a onze ans, sous une pluie battante.

Un projet un peu décalé, punk, comme aime le rappeler un de ses fondateurs, Loïc Magnant, recruté pour accompagner

la candidature de Reims 2028. « C'était la première fois qu'une Capitale de la culture proposait un chemin pour mettre en scène son territoire. »

Une idée de Baptiste Lanapeze, fondateur des éditions Wildproject, basées à Marseille et consacrées à la question écologiste. La Métropole n'existait pas encore et ce projet a permis d'en établir une première échelle avec les six intercommunalités : 365 kilomètres de sentier, 38 communes traversées, un grand huit avec deux boucles autour de l'étang de Berre à l'Ouest et de la chaîne de l'Étoile/Garlaban à l'Est, se rejoignant au niveau de la gare TGV d'Aix.

Un dessin réalisé avec une vingtaine d'artistes marcheurs et 400 membres de la Fédération française de randonnée pédestre qui ont travaillé au repérage et balisage pour la labellisation dès la mi-2010, en collaboration avec chaque commune. « On est tous partis à l'aventure en terra incognita pour proposer une invitation à randonner en sortant des grands massifs et en lien

avec le réseau de transports en commun métropolitain », rappelle celui qui avait fait partie de l'équipe lilloise en 2004. « Regarder le territoire d'un nouvel œil le temps de pique-niques, expos, conférences, marches, performances... Une centaine d'événements ont émaillé l'année ». La réalisation d'un topoguide, aussi, a renouvelé les propositions de balade sur le département.

Homologué pour dix nouvelles années

En 2014 est créé le Bureau des guides, association en charge de continuer à animer ce projet pensé pour être pérenne. Quatre personnes au départ, dix aujourd'hui travaillent pour la structure basée à l'Usine Pillard à Marseille, toujours soutenue par les collectivités. Et qui continue d'inventer « l'ex-

périmentation d'un équipement culturel à partir d'un sentier ». À la croisée des logiques culturelles, patrimoniales, écologiques et d'aménagement du territoire et en faisant dialoguer artistes, scientifiques et communautés d'habitants. « On fait désormais partie d'un réseau européen des sentiers métropolitains. Une expertise qui aide à orienter des politiques locales, comme la création d'un sentier porté par la métropole toulonnaise. »

Onze ans après, le GR 2013 est reconnu par le ministère de la Culture comme un tiers lieu à l'échelle d'un territoire. « Il est réhomologué pour dix ans, la Fédération de randonnée a rebalisé en jaune et rouge la totalité du sentier. »

Sabrina Testa
La Provence



Environ 100 000 personnes ont emprunté ce sentier en 2013. (Crédit : Loretta Jobard).



DE L'INDIVIDU AU COLLECTIF

À Valognes, le béguinage solidaire enchante les seniors

Dans un ancien hôtel particulier de Valognes (Manche), 26 logements ont été aménagés pour des habitants de plus de 60 ans ou porteurs d'un handicap. Dans ce "Béguinage solidaire", les habitants expérimentent une autre forme de vivre ensemble.

Sophie Jouan a mis en route le café. Elle, c'est la « présence bienveillante » du lieu, seule salariée de l'association du Béguinage solidaire, du lundi au vendredi. Chaque matin, le café est prêt à 10 h, et les habitants peuvent venir partager un moment ensemble. Monique, Bernadette et Céline, respectivement 77, 72 et 85 ans, papotent autour d'une table du grand salon clair, qui donne sur le jardin. On l'appelle le "tiers-lieu", car c'est ici qu'ont lieu toutes les activités, ouvertes aussi aux personnes extérieures. Le planning est affiché dans le couloir et change toutes les semaines : sport-santé, atelier créatif, atelier mémoire, atelier d'écriture, repas partagé, jeux de société, goûter d'anniversaire... Ce mercredi, il est aussi inscrit "visite de la journaliste". Car si le rendez-vous a été pris avec Sophie, coordinatrice et "facilitatrice" du béguinage, ce sont bien les habitants - ne dites surtout pas résidents ! - qui font le tour du propriétaire.

Un ancien hôtel particulier

Bâti il y a presque deux siècles et demi, cet ancien hôtel particulier a abrité des sœurs avant d'être bombardé en 1944. Racheté par l'association l'Espérance, il était d'abord destiné à accueillir une

maison de retraite pour des personnes en situation de handicap. Mais le projet a avorté et le bâtiment est resté vide pendant 30 ans. C'est en 2019 que la foncière Béguinage solidaire rachète les lieux et entame un vaste chantier de réhabilitation pour quatre millions d'euros, soutenu par des mécènes, des bailleurs publics et des investisseurs privés.

Des particuliers pouvaient contribuer au projet à partir de 100 €. Après 18 mois de travaux, la bâtisse peut accueillir ses premiers locataires en janvier 2023. Elle dispose de 18 appartements, du studio au T2, et dix petites maisons (six T2 et quatre T3) avec terrasse sur le terrain adjacent. Les loyers varient entre 300 et 900 € par mois. « Il y a trois critères pour habiter dans ce lieu : être originaire du Cotentin, avoir un grand sourire et être à la retraite ou avoir un handicap, ici on les appelle des personnes extraordinaires », précise Tristan Robet, le fondateur de l'association Béguinage solidaire. Autrefois, en Europe du Nord, le terme de "béguinage" désignait un lieu de vie communautaire pour des femmes pieuses, veuves ou célibataires, les béguines. Dès le départ, le principe de base était l'indépen-

dance liée à l'entraide. À la fin du XXe siècle, certains de ces établissements ont été rénovés et convertis en logements pour des personnes âgées aux revenus modestes. Depuis quelques années, ont été construits d'autres lieux inspirés de ce passé appelés béguinages solidaires. Il en existe une douzaine en France, et un seul dans le département normand.

Des « retraités actifs »

Le béguinage de Valognes compte 28 habitants, dont deux couples. Jacques et Catherine ont emménagé en juin à la maison numéro 105. L'ancien professeur aux arts et métiers et la généalogiste ont accumulé une sacrée bibliothèque. Catherine termine un livre sur l'histoire de son village ; Jacques a invité ses voisins à une conférence sur Jules Pelouze, grand scientifique valognais ! « On ne voulait pas partir en maison de retraite, où les gens paient et attendent tout... Ici, on prend des initiatives, on s'entraide entre voisins. On est des retraités actifs. » Céline vit aussi avec son mari. Tous deux font partie des tout premiers habitants. « A l'époque, le chantier n'était pas encore terminé, précise-t-elle. Aujourd'hui, c'est magnifique. » Les époux




Jacques et Catherine ont emménagé en juin 2023, dans la maison numéro 105. (Crédit photos : Marylène Carre).

ont habité Valognes pendant 53 ans, mais tous les anciens de leur quartier sont partis, et ils n'ont pas créé de lien avec les nouveaux venus.

« Et puis, il y avait un escalier dans la maison, ça inquiétait nos enfants... », qui les ont convaincus de s'installer ici. Bernadette, elle, se sentait seule à

Saint-Joseph, à 7 kilomètres d'ici. Elle n'osait pas partir pour rester près de sa petite-fille, jusqu'à ce que celle-ci, devenue grande, lui dise : « Il faut partir Nadette ! » Elle insiste sur le côté solidaire du béguinage. « Cela veut dire partager, s'impliquer, ne pas rester enfermé dans sa maison. » Les trois copines se quittent à

l'heure du déjeuner. Elles se sont donné rendez-vous à 15 h pour aller acheter des fleurs. Pas trop tôt car avant, « c'est l'heure de la sieste ».

 **Marylène Carre**
Ouest-France



Bâti il y a presque deux siècles et demi, l'ancien hôtel particulier Sivard-de-Beaulieu est devenu un béguinage solidaire en janvier 2023.



Le planning est affiché dans le couloir et change toutes les semaines.

Si c'était à refaire, ce serait plus vert.

Garantie Verte AXA⁽¹⁾

**AXA finance jusqu'à 50 000 €⁽²⁾ supplémentaires
si la rénovation de votre bien suite à un sinistre
respecte des normes plus écologiques et plus durables.**



(1) Pour plus d'informations sur la « Garantie Verte », rendez-vous sur <https://axalive.fr> – Communiqué de presse du 19 février 2024.

(2) Suite à un sinistre garanti (événements climatiques, catastrophes naturelles et incendie), AXA France finance jusqu'à 50 % du surcoût lié aux équipements verts, limité à 10 % du montant total du sinistre avec un plafond de 50 000 €. Sous réserve d'acceptation de l'expert sur l'éligibilité des travaux envisagés et à condition que l'assuré participe à hauteur du même montant qu'AXA France dans les travaux.

AXA France IARD • AXA Assurances IARD Mutuelles • Entreprises régies par le code des assurances. © Christopher Anderson.